
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49854

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Konventsmitglied und als Überlebender des Massakers von Rastatt letztes republikanisches Idol, gegenüber den widerspenstigen *ci-devants* eine äußerste Intransigenz an den Tag legt.

Gerade der vorzügliche Beitrag von Brelot macht also deutlich, daß die Reihe »Grands Notables du Premier Empire« aufgrund des gewählten Verfahrens zur Ermittlung des Notabelnkreises keinesfalls das getreue Abbild der Elite und somit der Gesellschaft des Hohen Empire bieten kann. Sie dokumentiert eher die Elitekonzeption des Regimes und seiner lokalen Statthalter, der Präfekten, sowie die dieser Konzeption dienende kaiserliche Sozialpolitik. Eine mit modernen quantifizierenden Methoden arbeitende Elitestudie würde sicher einige Züge im Profil der Großnotabeln korrigieren müssen. Doch sollte dieser Vorbehalt keinesfalls das große Interesse schmälern, das die Reihe verdient.

Werner GIESSELMANN, Heidelberg

Klaus Rudolf WENGER, *Preußen in der öffentlichen Meinung Frankreichs 1815 bis 1870. Politische Aspekte des französischen Preußenbildes; ein Beitrag zur historischen Analyse nationaler Urteilsklischees*, Göttingen (Musterschmidt) 1979, in-8°, 274 p. (Bausteine zur Geschichtswissenschaft).

Les quatre parties de cette remarquable étude, solidement documentée, retracent avec précision l'évolution des conceptions de l'opinion publique française en face du problème prussien au cours de ce siècle qui commence aux victoires de Frédéric II pour se conclure avec la guerre de 1870–1871. La première partie fait le point des idées françaises sur la Prusse à la fin du XVIII^e siècle, depuis l'ouvrage de Mirabeau sur la monarchie prussienne jusqu'à l'occupation de 1815–1818, avec les inévitables distorsions entre les idées et les faits, les concepts de Madame de Staël et les directives de Blücher pour ne rien dire des révisions successives et contradictoires des Français en face d'un royaume qui, après ses déboires militaires de Valmy à Iéna avait joué un rôle si important dans la chute de Napoléon. Les stéréotypes successifs ne pouvaient que laisser une certaine incertitude dans les milieux intellectuels français: l'auteur souligne à juste titre que la même succession de vues diamétralement opposées sur l'autre pays se remarquait en Allemagne. Il souligne aussi la part essentielle d'une catégorie sociale, celle des officiers, dans l'élaboration, puis les évolutions, des idées françaises sur la Prusse avec des sentiments tout aussi véhéments et changeants.

La seconde partie retrace l'évolution de ces images de la Prusse en France jusqu'en 1859. Les circonstances politiques générales jouaient un rôle essentiel, infléchi localement par les circonstances. Bien qu'en principe partout alliés du roi restauré, les Prussiens se trouvaient aussi les envahisseurs de 1814 entre la capitale et le Rhin, puis les occupants de 1815 entre la Seine, la Loire, la Manche et la Rance. Même dans les milieux légitimistes ou libéraux, déjà incités à des jugements différents sur le pays de Frédéric Guillaume, les opinions se nuançaient au hasard des relations individuelles avec les occupants et les points de vue des salons ou des bureaux des rédacteurs de la capitale se reflétaient avec

des divergences dans une presse provinciale a durement réduite mais moins uniformisée que le laisserait penser la présence de la censure officielle. Le rôle de la Prusse dans les divers congrès contribuait du reste à rappeler périodiquement cette « honte des traités de 1815 » base de la politique des opposants à la restauration. L'attention se portait aussi sur les épisodes de la politique intérieure prussienne et sur les luttes des libéraux en ce royaume étendu maintenant de la Sarre à la Memel. L'auteur rappelle à juste titre le rôle que les orientations littéraires purent jouer à l'occasion en raison des affinités romantiques de Chateaubriand un moment ministre des affaires étrangères tout comme le poids outre Rhin des souvenirs de la domination napoléonienne. Les expériences personnelles des émigrés ou des occupants français ajoutaient des notes idéologiques nuancées aux orientations d'ensemble des légitimistes et des libéraux.

L'arrivée de la Monarchie de Juillet, avec son personnel dirigeant plus ou moins libéral s'accompagnant d'un certain renouveau des ambitions revisionnistes françaises contribua à infléchir les jugements sur la Prusse et sur les autres états allemands d'autant que les crises internes des états de la confédération amenèrent à plusieurs reprises la venue en France de libéraux en difficulté, d'Heine à Marx pour ne citer que ceux dont on parla le plus, et qui contribuèrent plus ou moins à modifier les jugements des Français sur l'Allemagne en général et spécialement sur la Prusse. La crise autour de la question du Rhin avec les prises de position contradictoires des poètes et des hommes politiques entre autres de Musset et de Lamartine. Les points de vue plus nuancés d'auteurs moins notoires comme L. de Carné ou E. Quinet montraient par ailleurs aussi bien l'intérêt de larges secteurs de l'opinion pour les affaires prussiennes que ses incontestables divergences. Les idéologues républicains et les premiers socialistes ajoutaient des touches plus ou moins accentuées aux idées en circulation sur les aspects de la politique prussienne, ou sur ceux à mener en face du voisin héritier de la plus grande partie de la rive gauche du Rhin. Et les Saint-Simoniens se séparaient nettement de Louis Blanc et de ses disciples dans leurs jugements sur les problèmes posés à la France par la Prusse.

Le rôle de la Prusse dans les mouvements d'unification allemands rencontrait certaines sympathies au nom du libéralisme mais éveillait parfois des méfiances en raison de l'autoritarisme des souverains, ou de leurs conseils bénéficiaires de ce courant d'unité à base initialement linguistique. Les aspects économiques de l'unification amorcée par le Zollverein éveillaient d'autre part l'intérêt, ou les appréhensions des économistes et des hommes politiques. L'accentuation des problèmes politiques et sociaux à partir de 1845 allait infléchir une fois de plus les opinions françaises sur la Prusse. Les manifestations plus ou moins véhémentes qui accompagnèrent les premiers mois de 1848 amenèrent maintes prises de position, alternativement favorables ou défavorables selon les options antérieures plus que d'après une prise de conscience précise des événements de Berlin, voire de Vienne ou de Francfort. Le renouveau catholique rencontrait par ailleurs des sympathies dans certains milieux conservateurs français mais l'échec des libéraux prussiens fut moins sensible avec la victoire du parti de l'ordre apportant aux éléments avancés en France d'autres sujets de préoccupation plus immédiats. Tout au plus peut-on observer que la frontière du Rhin

n'avait connu aucune des manifestations qui, à la frontière sarde ou belge avaient accompagné les premières semaines de la Seconde République. La situation topographique de la capitale prussienne, et le petit nombre de réfugiés prussiens en France expliquent peut-être suffisamment cette différence: Bruxelles ou Chambéry, ou même Turin, sont plus accessibles que Berlin. Les éventuels agrandissements de la Prusse soulevaient d'autre part certaines inquiétudes d'autant qu'il n'était plus du tout question de récupérer les anciens départements rhénans perdus en 1814. Le rôle de la Prusse comme centre de polarisation d'un germanisme conservateur et militaire semblait par ailleurs de nature à alarmer surtout les gens de gauche. Le second Empire dans sa période autoritaire alarmait d'autre part une large partie de l'opinion prussienne sensible au risque d'un réveil des ambitions des Bonapartes. Et l'accord franco-britannique pour la guerre de Crimée disloquant la coalition qui avait mis fin aux annexions de Napoléon I^{er} n'était pas de nature à rassurer l'opinion allemande même si la position de Napoléon III sur la question italienne semblait au contraire mettre un terme aux ambitions transalpines, en dépit du caractère ambigu que pouvait présenter pour le gouvernement de Berlin la récupération de Nice et de la Savoie devenues terres françaises presque en même temps que les territoires de la rive gauche du Rhin, dès avant l'Empire. La presse française de son côté exprimait à l'occasion des sérieuses réserves sur l'attitude réelle ou supposée des Junkers.

La troisième partie va sur l'évolution de l'image de la Prusse pour l'opinion française dans les années 1859-1870. Le choc initial vint du conflit politique, la Prusse s'étant alarmée du retour de Nice et de la Savoie que certains affectèrent de considérer comme un préambule à d'autres récupérations. La rivalité austro-prussienne affaiblissait cependant les possibilités de réaction des autorités de Berlin d'autant que les fluctuations de la diplomatie spécifique des divers partis prussiens entravaient dans une certaine mesure les réactions du gouvernement. Les rivalités pour une prise d'influence sur les petits états ajoutaient une occasion supplémentaire de friction entre la France et la Prusse, contribuant à durcir les positions françaises autant qu'à détériorer l'image de la Prusse dans l'opinion. Les prises de position des partis français en face des nouvelles institutions prussiennes tant civiles que militaires, les contestations habituelles sur les droits respectifs de la couronne et du peuple, transposant à l'occasion les querelles intérieures françaises devaient prendre une allure nouvelle avec l'affirmation grandissante de la personnalité de Bismarck; ces discussions attestaient du reste les profondes divergences d'interprétation des théoriciens et des journalistes, certains voyant dans la Prusse le prototype de l'état autoritaire alors que d'autres estimaient qu'elle ne pouvait espérer unifier l'Allemagne que derrière l'étendard du libéralisme. La politique prussienne puis allemande entre 1863 et 1866 fut évidemment marquée par une détérioration des rapports entre Paris et Berlin en raison tant de l'attitude de la Prusse lors de l'insurrection des provinces polonaises de l'empire russe que du rapprochement inattendu entre la France de Napoléon III et la monarchie des Habsbourg à la faveur de la question mexicaine, bien que la diplomatie française eût facilité d'un autre côté une alliance italo-prussienne qui devait apporter indirectement au royaume d'Italie l'annexion de la Vénétie. L'affaire mettait du reste en cause toute la conception

française d'une Europe des nationalités et par ce biais le problème des concessions escomptées de la Prusse si elle jouait les Piémont parmi des états allemands. Certains français, peu favorables aux annexions survenues à l'issue de la guerre des duchés estimaient logiquement que des revendications sur les territoires allemands rhénans seraient tout aussi peu justifiées du strict point de vue des nationalités. Les critiques adressées par l'opposition aux ministères impériaux semblaient d'ailleurs plus a priori que réellement fondées, une attitude inverse aurait vraisemblablement entraîné simplement des condamnations dans un sens contraire. Le durcissement des oppositions entre les intérêts diplomatiques et nationaux de la France et du gouvernement de Berlin, surtout après son extension par la naissance de la confédération de l'Allemagne du Nord fut très sensible en dépit des relations dans la conclusion de l'alliance prusso-italienne. Les entrevues de Biarritz, homologues de celles de Plombières, devaient du reste avoir le même résultat, entraîner une guerre et un agrandissement de l'Italie, la disparition de la vieille confédération germanique et la main mise de la Prusse sur de nouvelles provinces en Allemagne du Nord et du centre n'amélioreraient en rien la situation diplomatique de la France. Les compensations escomptées par Napoléon III s'avérèrent illusoire bien avant que Bismarck ne les eût qualifiées de pourboires, les ambitions réelles ou supposées de la France n'ayant guère fait que faciliter les démarches de la Prusse auprès des états méridionaux restés en dehors de la confédération de l'Allemagne du Nord. La question d'une unification éventuelle de l'Allemagne sous la direction de la Prusse soulevait plus d'appréhensions que de satisfactions dans les milieux français les plus divers et les récents succès de la France en face de l'Autriche avaient été moins éclatants que ceux de la Prusse. Les diverses oppositions, tant démocratique qu'orléaniste ou légitimiste utilisaient sans complexe les modifications de la situation au profit de la Prusse pour critiquer un régime qui était alternativement accusé, quoiqu'il fût, de plastronner ou de s'écraser. L'auteur n'a peut-être pas assez mis en relief le caractère systématique plus que doctrinal de l'attitude de Thiers, liquidant ses querelles vieilles de plus de vingt ans avec Emile Ollivier accusé, quoi qu'il fût, de compromettre la France, ce qui valut à Thiers une réputation de clairvoyance assurément contestable. Le prestige de la Prusse, ou, si l'on veut, la prise de conscience d'un danger prussien, se manifestèrent plus nettement après Sadowa, coïncidant avec les déboires majeurs de l'expédition du Mexique. Même les milieux militaires, ou du moins les plus avertis, songèrent avec la loi Niel à s'inspirer du système prussien d'organisation des réserves qui avait assuré aux troupes de Moltke une qualité indiscutable. Les mesures politiques ou administratives du gouvernement de Berlin éveillaient une curiosité analogue. A la veille du conflit que devait amener l'incident de la dépêche d'Ems, aboutissement d'une tension progressive, les attitudes de la population française en face de la Prusse reflétaient surtout ses divisions sur d'autres problèmes. Les milieux catholiques étaient certainement plus préoccupés par la question romaine que par l'ascension d'une puissance protestante au delà du Rhin et regrettaient de voir diminuer la place de la Bavière en Europe. L'influence grandissante du centre catholique ne pouvait du reste que plaire aux amis de Montalembert tandis que la politique strictement conservatrice voire réactionnaire des autorités de Berlin ne

pouvait que satisfaire les légitimistes et les bonapartistes autoritaires. Elle embarrassait au contraire les libéraux réticents en face d'une adaptation du despotisme éclairé et d'un triomphe du militarisme prussien sur l'Allemagne libérale, romantique et sensible chère aux écrivains et à bien des théoriciens de la politique. Les dissertations sur la bivalence de la Prusse, terre de soldats et de penseurs se multipliaient sous le double patronage de Kant et de Blücher. Les tensions diplomatiques allaient progressivement donner naissance à une germanophobie largement répandue dans la presse dénonçant les ambitions territoriales prussiennes. Le dernier chapitre rassemble les observations d'ensemble de l'auteur sur l'évolution de l'idée, ou mieux des idées, que les Français se faisaient de la Prusse à mesure que s'écoulaient les années du XIX^e siècle ainsi que la tendance croissante à une représentation de moins en moins favorable de la Prusse en dépit des chocs initiaux des invasions de 1792, 1814 et 1815. Les divergences d'interprétation sur le stéréotype de la Prusse persistaient cependant comme le montrèrent les différences d'attitude des partis politiques même pendant la guerre de 1870–1871. Une bibliographie largement éclectique et un index des noms de personnes complètent cette étude suggestive informée des travaux les plus récents sur une question qui domina l'histoire européenne, et peut être même mondiale pendant un XIX^e siècle débordant largement sur les années avant 1800 comme après 1900.

Jean VIDALENC, Rouen

Hans Henning HAHN, Außenpolitik in der Emigration. Die Exildiplomatie Adam Jerzy Czartoryskis 1830–1840, München, Wien (Oldenbourg Verlag) 1978, 316 S. (Studien zur Geschichte des neunzehnten Jahrhunderts. Abhandlungen der Forschungsabteilung des Historischen Seminars der Universität Köln, 10).

»In seinem Buch ist ein umfangreiches und tiefdringendes Quellenstudium aufgegangen, das ... die gesamte internationale, in zahllosen Einzeldarstellungen verstreute Czartoryski-Literatur meisterhaft verwertet«, bemerkte Stephan Skalweit seinerzeit zu Marian Kukiels Studie über »Czartoryski and European Unity 1770–1861« (Princeton, N. J. 1955)¹ und würdigte dabei den Blick des polnischen Historikers im Londoner Exil für den gesamteuropäischen Hintergrund, vor dem sich das außenpolitische Wirken dieses bedeutendsten Staatsmannes, den Polen im 19. Jahrhundert besaß, vor allem in der Emigration vollzog. Eben solche Anerkennung verdient mutatis mutandis auch die hier anzuzeigende erste deutsche Studie zu dieser Thematik – eine Kölner Dissertation, die aus dem Forschungsvorhaben »Neunzehntes Jahrhundert« der Fritz Thyssen-Stiftung hervorgegangen ist. Aufgegriffen wurde das schwierige Problem polnischer Präsenz im internationalen Mächtesystem.²

¹ Rez. in: Historische Zeitschrift 184 (1957) S. 623–624.

² Hingewiesen auf dieses Problem hat Gotthold RHODE in seiner »Kleine[n] Geschichte Polens« (Mainz 1965, S. 354).